

Grande-Bretagne : vent mauvais pour les éoliennes

La large victoire de David Cameron lui donne les moyens de sa politique et de ses promesses. Son élection semble sonner le glas de l'éolien terrestre en Grande Bretagne.

La dérive électorale des libéraux démocrates vient de se concrétiser par le départ du ministre de l'énergie et du changement climatique, Ed Davey, chantre de l'énergie éolienne pour laquelle il réclamait des subventions.

Eolienne : le coup de frein de David Cameron

David Cameron avait annoncé un coup de frein brutal au développement de l'éolien on shore et la fin de toute subvention en cas de réélection. Selon Bloomberg, cette volonté d'arrêter la propagation de l'éolien terrestre est causée par l'impossibilité de cette filière d'assurer la moindre production régulière.

La menace de black out liée au développement des énergies intermittentes implique, en effet, des surcoûts considérables, tels que des mécanismes de soutien financier aux centrales thermiques dont la fermeture aurait des conséquences dramatiques quand le vent tombe. Les nouvelles lignes directrices (09/04/2014) de la Commission européenne imposent désormais que les énergies renouvelables respectent les règles de la concurrence.

Quid de la France ?

Ces règles semblent imposer qu'un MWh intermittent soit rétribué à sa juste valeur, qui ne saurait être la même qu'un MWh pilotable et garanti. Le respect de ces règles est la raison de l'enquête que vient d'ouvrir la Commission européenne sur le « mécanisme de capacité », dans lequel des finances publiques sont destinées à minimiser une part des conséquences de l'intermittence.

La France peut tenter de contourner ces règles de libre concurrence, rédigées dans l'intérêt général par la Commission européenne. Elle peut aussi demander des dérogations si ses mesures de soutien aux énergies intermittentes s'avèrent illégales. Mais on peut s'en demander l'intérêt, puisque son parc de production d'électricité n'émet pas de CO₂, pour plus de 90% de sa production. Pour stimuler sa relance économique, comme pour la protection des riverains, l'Angleterre, pourtant parmi les plus pollueurs, semble avoir fait son choix.